



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Réforme de l'assurance chômage

Question au Gouvernement n° 3815

Texte de la question

### RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

**M. le président.** La parole est à Mme Mathilde Panot.

**Mme Mathilde Panot.** « La justice sociale et l'égalité des chances sont les combats de ma vie. » Ce sont vos mots, madame la ministre du travail ; à l'heure où les salles de spectacle sont fermées, heureusement que l'on peut toujours compter sur votre humour.

La justice sociale est tellement le combat de votre vie que vous remettez sur la table la réforme de l'assurance chômage que vous aviez suspendue au début de la crise sanitaire. Tiens donc ! Pourquoi reporter une réforme censée lutter contre le chômage à l'heure où celui-ci explose, sinon peut-être pour avouer qu'elle n'était pas destinée à lutter contre le chômage, mais bien contre les chômeurs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

C'est donc en pleine pandémie que vous partez à la chasse aux chômeurs : vous allez réduire les indemnités pour 40 % des allocataires et pénaliser en premier les travailleurs qui enchaînent les contrats courts plutôt que les entreprises qui les proposent. C'est brillant ! C'est vrai que dans un pays où déjà, un chômeur sur deux n'est pas indemnisé, où 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, où plus de 700 000 emplois ont été supprimés depuis mars, votre réforme est tout ce qui nous manquait !

Madame la ministre, j'ai peut-être une idée : ne faudrait-il pas que les privés d'emploi s'installent au Luxembourg pour que vous les laissiez tranquilles ? Pour cela, c'est silence radio : pas un mot – pas un ! – (*Mme Clémentine Autain applaudit*) sur les révélations Open Lux, sur ces 15 000 traîtres à la patrie qui planquent un magot de 100 milliards d'euros avec votre bénédiction. Les plus fortunés se sont engraisés comme jamais sur le malheur national, mais ce sont les privés d'emploi que vous condamnez à la mort sociale.

**M. André Chassaigne.** Très juste !

**Mme Mathilde Panot.** Vous êtes le visage à découvert de ceux qui servent les riches. Si vous étiez vraiment attachée à la justice sociale, vous auriez partagé le temps de travail pour tout le monde puisse travailler, mais travailler moins, vous auriez lutté contre la fraude et l'évasion fiscale, fixé la retraite à 60 ans à taux plein et investi massivement dans la bifurcation écologique et solidaire qui pourrait créer des millions d'emplois. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Mais vous, que faites-vous contre les séparatismes des riches ? Rien ! Madame la ministre, quand allez-vous vous attaquer au chômage plutôt que de faire les poches aux chômeurs ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI, SOC et GDR.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

**Mme Élisabeth Borne**, *ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion*. Je comprends que ça vous dérange, mais vous n'avez pas le monopole des valeurs de justice sociale et de solidarité. (*Exclamations et vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Je ne suis pas dans l'incantation, je suis dans l'action. Alors plutôt que de caricaturer notre action, ouvrez les yeux. Là encore, ça vous dérange, mais aucun gouvernement n'a agi comme nous le faisons pour lutter contre la précarité. (Mêmes mouvements. – « C'est faux ! » sur les bancs du groupe FI.) Je suis fière d'être la ministre qui défend les dispositifs d'activité partielle qui ont permis de préserver les emplois et les revenus de près de 9 millions de Français au plus fort de la crise.

**M. Hervé Berville**. Eh oui !

**Mme Élisabeth Borne**, *ministre*. En janvier, ils étaient encore plus de 2 millions à être protégés grâce à ce dispositif. Malgré la crise, nous agissons massivement pour protéger les Français. Ce dispositif, madame la députée, la majorité l'a voté et vous l'avez rejeté : c'est clair, c'est net.

**M. Hervé Berville**. Eh oui !

**Mme Élisabeth Borne**, *ministre*. Je suis aussi fière d'être la ministre qui défend le plan « 1 jeune 1 solution », dispositif de 7 milliards d'euros pour permettre à chaque jeune de trouver un emploi, une formation ou un accompagnement adapté.

**M. Hervé Berville**. Eh oui !

**M. Fabien Di Filippo**. Vous avez divisé par deux le nombre des missions locales, et maintenant vous donnez des leçons !

**Mme Élisabeth Borne**, *ministre*. Là aussi, j'ai l'impression que ça vous dérange, mais ce plan porte ses fruits : 1,3 million de jeunes ont été recrutés au cours des six derniers mois et 500 000 contrats d'apprentissage ont été signés. Ce plan, la majorité l'a voté et vous l'avez rejeté, c'est aussi clair et c'est aussi net.

**M. Hervé Berville**. Eh oui !

**M. Pierre Cordier**. Vous avez supprimé les contrats aidés !

**Mme Élisabeth Borne**, *ministre*. La réforme de l'assurance chômage instaure un système qui vise précisément à dissuader les entreprises de recourir de manière excessive aux contrats courts. En résumé, madame la députée, vous pouvez continuer à être dans la caricature et l'opposition systématique. Pour notre part, nous continuerons à agir pour protéger les Français pendant la crise. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

## Données clés

**Auteur** : [Mme Mathilde Panot](#)

**Circonscription** : Val-de-Marne (10<sup>e</sup> circonscription) - La France insoumise

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 3815

**Rubrique** : Chômage

**Ministère interrogé** : Travail, emploi et insertion

**Ministère attributaire** : Travail, emploi et insertion

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée au JO le** : [3 mars 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 mars 2021](#)